

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-allemandes, la situation en Syrie et sur la crise de la Zone euro, à Berlin le 23 août 2012.

Bonsoir, je suis heureux de retrouver la Chancelière Angela MERKEL, ici à Berlin. J'ai le sentiment de ne pas l'avoir quittée. Nous étions ensemble à la fin du mois de juillet, nous nous retrouvons ici à la fin du mois d'août. Nous avons effectivement à prendre en compte la situation internationale qui s'est encore aggravée en Syrie. Depuis plusieurs semaines, pour ce qui nous concerne, nous agissons ensemble, avec les Européens, avec tous ceux qui considèrent que Bachar El ASSAD ne peut pas rester à la tête de son pays parce qu'il met en cause la vie même de son peuple.

Nous agissons pour engager cette transition politique. Nous faisons en sorte de rassembler l'opposition et nous aurons à la fin du mois d'août une réunion du Conseil de sécurité, à l'initiative de la France, pour aller aussi loin que possible dans l'aide humanitaire. Ce qui ne nous empêchera pas d'aider plus directement l'opposition.

Nous avons aussi à mettre en œuvre les décisions que nous avons prises à la fin du mois de juin, au niveau du Conseil européen, qui sont de bonnes décisions pour la croissance, pour la stabilité, pour la supervision bancaire. Il nous revient maintenant de les faire entrer en application.

Nous avons aussi toujours, et cela fait des mois que cela dure, à traiter de la Grèce. Madame MERKEL va rencontrer Monsieur SAMARAS demain, je le recevrai à mon tour samedi. Nous voulons, je veux, que la Grèce soit dans la zone Euro. C'est une volonté que nous avons exprimée depuis le début de la crise. Il appartient aux Grecs de faire les efforts indispensables pour que nous puissions atteindre cet objectif.

Nous avons aussi à mettre en œuvre, si des pays en décident, des décisions que nous avons prises à la fin du mois de juin pour venir en soutien, notamment sur le plan bancaire, à des pays comme l'Espagne. Justement, nous sommes favorables à aller plus loin et plus vite sur la supervision bancaire avec la Banque Centrale Européenne. Nous aurons à travailler là-dessus.

Enfin, nous avons une feuille de route qui a été présentée au Conseil européen, qui doit maintenant être approfondie. Et la France comme l'Allemagne veulent donner une substance à cette feuille de route, aussi bien sur le plan financier que sur le plan économique et même sur le plan politique, nous aurons à en discuter.

Puisque je parle d'union politique, il y a aussi l'amitié franco-allemande. Il y a eu cette rencontre à Reims, il y en aura une autre en Allemagne à la fin du mois de septembre. Et nous voulons donner au Traité de l'Elysée, à l'occasion du cinquantième anniversaire, toute la force nécessaire pour lui assurer un prolongement qui permette à nos deux pays d'être unis pour les prochaines décennies, comme nous l'avons été depuis cinquante ans.

Je suis très attaché à l'amitié franco-allemande. Elle est au cur de la construction européenne et nous en faisons une fois encore, la démonstration ce soir.